



**MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Direction générale du Trésor



**BRÈVES ÉCONOMIQUES POUR LE**

**MEXIQUE, L'AMÉRIQUE CENTRALE ET LES CARAÏBES**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL DE MEXICO

SE DE GUATEMALA, DE PANAMA, DE SAINT-DOMINGUE ET DE LA HAVANE

N° 2 – 12 janvier 2022

### En bref

L'économie mexicaine connaîtra – après le rebond estimé à 5,7 % en 2021 – une croissance de 3 % en 2022 et de 2,2 % en 2023, selon les projections de la Banque mondiale. Ces estimations sont légèrement supérieures à celles que l'agence avait faites en juin dernier, lorsqu'elle prévoyait une croissance du PIB de 5 % en 2021, de 3 % en 2022 et de 2 % en 2023.

### LE CHIFFRE À RETENIR

**+7,36%**

INDICE NATIONAL DES PRIX A LA  
CONSOMMATION A LA CLOTURE DE  
L'ANNEE (EN GLISSEMENT ANNUEL).

### Zoom sur : le record de transactions boursières au Panama en 2021

Le volume négocié à travers la Bourse panaméenne (Latinex) enregistre un record de 9,5 Mds USD sur l'année 2021, soit une augmentation de 16,4% par rapport à 2020. 74% des négociations se sont tenues sur le marché primaire (6,9 Mds USD), Concernant le profil des utilisateurs du marché boursier, on remarque une surreprésentation du secteur privé, qui a réalisé près de 73% des transactions sur l'année 2021, quand le Gouvernement panaméen a émis des obligations pour un peu plus de 2,5 Mds USD (27% des négociations totales). La pandémie ne semble donc pas avoir affecté les marchés financiers, qui de plus en plus d'ailleurs, se présentent, comme une nouvelle source de financement pour les entreprises et le secteur public. Rappelons notamment l'émission d'obligation pour près de 2 Mds USD de l'aéroport de Tocumen, entreprise publique.

# Mexique

## 1 COVID-19

A la fin de la journée du 12 janvier, le Mexique enregistrait 299 842 décès en raison de l'épidémie de COVID-19, soit +0,31 % en une semaine. 4 214 253 cas confirmés ont été enregistrés (+4,59 % en une semaine). Au 01 janvier, 62,88 % de la population mexicaine a reçu au moins une dose de vaccin.

## 2 FINANCES PUBLIQUES

Les recettes des finances publiques issues de la taxe spéciale sur la production et les services, (IEPS) prélevée sur l'essence et le diesel, se sont élevées à 208,3 Mds MXN (10,4 Mds USD) entre janvier et novembre 2021. Il s'agit de son plus bas niveau sur une période similaire depuis 2018. En effet, 272,5 Mds MXN (13,6 Mds USD) avaient été collectés en 2020, 272 Mds MXN (13,6 Mds USD) en 2019, et seulement 165,7 Mds MXN (8,3 Mds USD) en 2018, selon les données du ministère des Finances et du Crédit public.

## 3 ECONOMIE

En 2021, 846 416 emplois formels ont été créés dans le pays, ce qui représente un chiffre historique. En effet, l'Institut mexicain de sécurité sociale (IMSS) a indiqué qu'à la fin de l'année 2020, 20,6 millions de travailleurs étaient affiliés, un chiffre inférieur aux 20,9 millions enregistrés au mois de novembre 2021. Cependant, 540 783 emplois ont été générés au cours de la première moitié du mandat d'AMLO, soit 70 % de moins qu'au cours des trois premières années de l'administration précédente. Ceci s'explique principalement par la pandémie, qui a provoqué l'arrêt de l'économie et la perte de 648 000 emplois en

2020. Les secteurs économiques qui ont connu le plus fort taux de croissance annuelle de l'emploi sont les transports et les communications (11 %), les mines et les carrières (8,1 %) et la construction (7 %).

L'économie mexicaine a montré les signes d'un possible ralentissement selon le système d'indicateurs cycliques (SIC) de l'Institut national de la statistique et de la géographie (Inegi). L'indicateur, qui anticipe les changements dans le cycle économique du pays, a enregistré une baisse mensuelle de 0,14 point en novembre 2021, sa pire chute depuis avril 2020, où il avait reculé de 0,30 %. Ainsi, l'indicateur s'est établi à 101,25 points, son plus bas niveau depuis mars 2021.

L'indice national des prix à la consommation (INPC) s'est établi à 7,36 % (g.a) fin 2021, atteignant son plus haut niveau en 21 ans, selon l'Inegi. L'inflation aurait été mise sous pression par l'augmentation des prix des denrées alimentaires, des services et de l'énergie. Ainsi, l'IPC a obtenu son plus haut niveau à la clôture d'une année depuis décembre 2000, quand il s'était établi à 8,96 %. Par ailleurs, c'est le dixième mois consécutif où l'inflation se situe en dehors de la fourchette cible fixée par la Banque centrale du Mexique (3 %, +/- un point de pourcentage).

En décembre 2021, les prix de l'énergie ont affiché une hausse de 11,5 % (g.a), soit leur plus forte hausse pour un mois de décembre depuis 2018, selon l'Inegi. Notamment, parmi les produits énergétiques, le prix du gaz liquéfié (GPL) a connu les plus fortes hausses. Si le mois de décembre 2021 a marqué un temps d'arrêt avec une hausse de 6,87 % (g.a) seulement pour le GPL, les onze mois précédents ont enregistré des fortes augmentations, avec un pic de 36,5 % (g.a) en mars. En ce qui concerne les autres produits énergétiques, le gaz naturel domestique a terminé l'année avec une augmentation de 28,4

% (g.a). Enfin, l'électricité a enregistré une hausse de 5,92 % (g.a).

Prix du baril mexicain	+5,44%	+47,31%	75,76
------------------------	--------	---------	-------

#### 4 ENTREPRISES ET GRANDS CONTRATS

**Le ministère des finances a indiqué avoir achevé le processus de refinancement de la dette à court terme de Petroleos Mexicanos (Pemex).** Celui-ci a permis de réduire de 3,2 Mds USD la dette de l'entreprise et de réduire de 10,5 Mds USD sa pression financière. Le gouvernement fédéral aurait contribué à hauteur de 3,5 Mds USD de ressources fiscales pour améliorer le refinancement des échéances à court terme de la compagnie pétrolière.

**Le groupe bancaire américain Citi se retire des opérations bancaires au Mexique. Citi chercherait en effet à vendre Banamex pour environ 15 Mds USD.** La transaction comprend les portefeuilles de paie et les portefeuilles de consommation, tels que les cartes de crédit, les prêts hypothécaires, le réseau de succursales, la gestion des fonds de pension, les assurances et l'immobilier historique. D'autres grands groupes bancaires, tels que Santander, Banorte ou Scotiabank, ont montré leur intérêt pour le rachat de Banamex.

Indicateur	Variation depuis le 06/01/22	Variation sur un an glissant	Niveau 12/01/2022
Bourse (IPC)	+1,72%	+17,95%	53 951,14 points
Taux de change USD/MXN	-0,44%	+2,15%	20,38
Taux de change EUR/MXN	+0,13%	-3,28%	23,30

## Amérique centrale

### 1. Région

**Le Guatemala, plus faible inflation de la région CA-4 et seul pays dans sa cible (4% ± 1%) en 2021.**

Le pays termine l'année 2021 avec une inflation annuelle de 3,07%, contre 5,32% pour le Honduras, 6,2% pour El Salvador et 7,1% pour le Nicaragua. A l'exception du Guatemala, les pays de la région ont connu une forte hausse de leur inflation par rapport à 2020 due à la hausse du prix des hydrocarbures (dont ces pays sont fortement importateurs) et de l'envolée des coûts du transport mondial entraînant une hausse des prix des produits alimentaires. Le Guatemala a baissé de 1,75 pp son inflation en 2021 alors que celle du Honduras a augmenté de 1,31 pp, celle d'El Salvador de 6,3 pp et l'inflation annuelle au Nicaragua a augmenté de 4,2 pp.

### 2. El Salvador

**La dette publique a atteint des chiffres record, dépassant 85% du PIB à fin 2021, soit une augmentation de 25% depuis le début de la présidence Bukele.**

Les paiements des intérêts salvadoriens ont dépassé le milliard de dollars sur les neuf premiers mois de l'année 2021 (+22% g.a). Cette situation affecte la notation de crédit du pays. En juillet dernier, l'agence de notation Moody's a abaissé la note souveraine de Ba3 à Caa1. Fitch et Standard & Poor's ont maintenu la notation souveraine mais ont modifié leurs perspectives, passant toutes deux de stable à négative, évoquant notamment la nécessité d'un

accord FMI. De plus, le pays connaîtra dans les prochains mois deux échéances de dette importantes, avec 400 MUSD à payer à horizon mars 2022 et 800 MUSD en janvier 2023. Néanmoins le gouvernement continue d'émettre de la dette, une émission de 1 Md USD en Bitcoin étant prévue d'ici la fin du mois. La crainte d'un défaut de paiement s'accroît et augmente le risque pays qui, fin 2021, avait doublé par rapport à fin 2020.

### 3. Guatemala

**La croissance des exportations et des investissements a permis une réactivation du commerce extérieur en 2021.** L'agence pour l'exportation Agexport indique une croissance des exportations de 20,9% pour atteindre 16,7 Mds USD. Les secteurs porteurs de cette croissance sont l'habillement et le textile (+31%), l'industrie manufacturière (+24%) ou encore les exportations de services (+20%). Le secteur du tourisme, quant à lui, peine à se relancer (-7%), du fait des restrictions sanitaires. Pour 2022, Agexport prévoit que les exportations totales dépassent les 18,4 Mds USD, soit une croissance de 9,8 % g.a. Malgré la bonne santé de l'appareil exportateur guatémaltèque, l'année 2021 a été marquée par des retards logistiques importants dus à la pénurie de conteneurs, à une augmentation des coûts de transport maritime et aérien et à une hausse des prix de certaines matières premières.

**Un an et demi après la signature d'un prêt de 193 M USD de la BCIE pour la construction de trois nouveaux hôpitaux et la rénovation de deux autres, seulement 0,75% du budget a été exécuté.** Le Président Giammattei avait mentionné l'aspect prioritaire de ce projet, soulignant la situation sanitaire mais aussi l'insalubrité des trois hôpitaux départementaux (Mazatenango, Recinos, Cobán) qui ne

répondent plus aux normes sécuritaires. Le Ministère de la Santé, en charge du projet, s'est justifié en mentionnant les difficultés pour trouver des terrains de construction (le pays n'ayant pas de cadastre). Dans le même temps, la coopération taiwanaise a annoncé une avancée de 20% dans le projet de construction du nouvel hôpital de Chimaltenango grâce à une donation de 22,5 M USD.

### 4. Honduras

**La BCIE a annoncé la mise à disposition de 250 MUSD pour restructurer l'entreprise nationale d'électricité (ENEE), en grande difficulté.** Ce prêt serait octroyé à condition que l'entreprise étatique scinde ses activités en trois (génération, transmission et distribution). Le nouveau gouvernement de Xiomara Castro a fait du sauvetage de l'ENEE une priorité alors que l'entreprise accuse plus de 500 MUSD de pertes en 2021.

### 5. Nicaragua

**Daniel Ortega a été investi comme Président du Nicaragua ce lundi 10 janvier pour son cinquième mandat (et quatrième consécutif).** Alors que la communauté internationale a nommé ces élections de « farces » sans les reconnaître, le Président nicaraguayen a profité de son premier discours pour fustiger les Etats-Unis, les traitant de « lâches » tout en soulignant son rapprochement avec la Chine suite au rétablissement des liens diplomatiques et à l'arrêt de sa relation avec Taiwan. Seuls les chefs d'Etat du Honduras, du Venezuela et de Cuba étaient présents, illustrant l'isolement du pays. **L'Union européenne et les Etats-Unis ont profité de cette date symbolique pour annoncer une nouvelle vague de sanctions,** l'UE sanctionnant notamment la fille et le fils du couple présidentiel

et trois organes étatiques (la Police, le Conseil Suprême électoral et l'entreprise nationale des télécommunications Telcor) pour violations graves des Droits de l'homme et de la démocratie. Les Etats-Unis ont quant à eux sanctionné six fonctionnaires dont la Ministre de la défense, la directrice de Telcor et des militaires.

**Le secteur minier nicaraguayen a terminé l'année avec des exportations atteignant 807 MUSD soit 4,4% du PIB.** Le secteur a connu une croissance soutenue par la hausse du prix de l'or, son principal minéral de production, et par l'ouverture de la mine San Albina. La Chambre des mines nicaraguayenne prévoit les débuts d'exploitation d'une nouvelle mine en 2022 (mine La India de la compagnie canadienne Condor Gold) qui permettrait une hausse des exportations de 24% pour atteindre le milliard de dollars à fin 2022. Ce secteur fortement décrié pour son impact social et environnemental joue un rôle majeur dans la politique du Président Ortega.

## 6. Panama

**Tocumen, un des aéroports les plus fréquentés en 2021.** L'augmentation de vols intra-régionaux, notamment depuis les Etats-Unis vers la Caraïbe, l'Amérique Centrale et l'Amérique du Sud, a permis à l'aéroport international de Tocumen de finir l'année 2021 dans le classement des 10 terminaux aéroportuaires les plus fréquentés. Alors qu'en 2019, Tocumen occupait la 20<sup>ème</sup> place au classement des flux de passagers, en 2021, la demande de voyages régionaux lui a permis de se hisser à la 7<sup>ème</sup> place. En 2021, Tocumen a en effet réussi à récupérer 68 destinations des 90 qu'il opérait avant la pandémie. Par ailleurs, alors qu'avant la pandémie Tocumen réalisait 1,2% des

connexions internationales, en 2021, ce pourcentage est passé à 3,5%.

**Omicron et l'incertitude sur l'emploi.** Le nouveau variant Omicron se présente comme un nouvel élément d'incertitude s'ajoutant à la situation socioéconomique dégradée du Panama depuis plus de deux ans. Rappelons que sur près de 870 000 salariés en 2019, 42% ont perdu leur emploi et 32% ont connu une suspension de leur contrat de travail en 2020. Autrement dit, leur de la première année de pandémie, les ¾ des emplois formels ont soit disparus, soit été suspendu. En 2021, l'emploi est reparti à la hausse : le secteur privé a récupéré près de 156 000 emplois, soit 43% des emplois perdus en 2020. Par ailleurs le récent rapport de l'INEC rapporte une réduction du taux de chômage pour 2021 à 11,3%. Pour autant, la récupération de l'emploi semble être une illusion quand on compare le taux de chômage de 11,3% aux 600 000 bénéficiaires du Vale Digital ainsi qu'à la baisse de la population active. Alors que l'emploi formel représentait 53% de l'emploi en 2013, aujourd'hui il ne représente plus que 34% de l'emploi total. Autrement dit, **les 2/3 des travailleurs sont soit fonctionnaires, soit informels.**

**7,8% de croissance en 2022 pour le Panama selon les prévisions de la Banque Mondiale.** Selon le rapport 'Perspectives économiques mondiales' de la Banque Mondiale, le Panama termine l'année 2021 avec un taux de croissance égal à 9,9% et connaîtra une croissance proche des 7,8% pour l'année 2022, et des 5% pour l'année 2023. Ces prévisions révèlent que le Panama connaîtra au cours des deux prochaines années le plus important dynamisme économique de la région d'Amérique Latine et de la Caraïbe. Pour autant, la Banque Mondiale met en garde les économies sur l'incertitude engendrée par le variant Omicron et sur les potentielles conséquences de celui-ci quant à la récupération de la croissance, ainsi que sur 2/la tendance

inflationniste qui concerne l'ensemble des économies du monde.

## Caraïbes

### 1. Cuba

**Succès de la 6<sup>ème</sup> session de la Commission mixte franco-cubaine.** Co-présidée par Franck Riester, ministre délégué auprès du ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargé du commerce extérieur et de l'attractivité, et le ministre cubain du Commerce extérieur et des investissements étranger, Rodrigo Malmierca Díaz, cette sixième édition s'est tenue le 14 décembre dernier à Paris. Les délégations de chaque pays ont pu passer en revue l'ensemble des projets financés par le Fonds de contre-valeur bilatéral (FCV) et des sujets d'intérêts économiques bilatéraux. Mis en place dans le cadre de l'accord franco-cubain relatif au traitement de la dette cubaine signé en 2016 et doté de 217 millions d'euros, ce fonds vise à financer des projets d'intérêt commun entre la France et Cuba, en lien avec l'Agence française de développement (AFD). A cette occasion les Parties ont signé les conventions de financement du FCV de deux projets dans le secteur de la santé publique pour un montant de 6,1 millions d'euros ainsi que deux conventions de prêt de projets soutenus par l'AFD à Cuba d'un montant total de 32,5 millions d'euro, dans les domaines de l'agriculture et du développement durable. La commission a également acté la mise en place d'une nouvelle ligne d'assurance-crédit à l'exportation de moyen et long terme de Bpi AE sur Cuba d'un montant de 150 M€. Celle-ci permettra de garantir projets d'entreprises françaises suivant des projets d'infrastructures et

d'équipements industriels sur l'île. Ces échanges ont été l'occasion de mettre en valeur la coopération franco-cubaine en 2021 malgré les conséquences économiques et sociales de la crise sanitaire, réaffirmant ainsi la volonté d'approfondir les relations institutionnelles entre les deux pays.

**Air Caraïbes suspend ses vols vers Cuba.** La compagnie aérienne française Air Caraïbes a annoncé que la reprise de ses vols à destination de La Havane, prévue initialement pour le 5 février 2022, a été reportée en raison du contexte sanitaire. D'après l'information diffusée par le transporteur aérien, l'ensemble de vols pour la saison hivernale sont annulés et la reprise des liaisons vers Cuba est prévue, à ce stade, à compter du 22 octobre 2022.

**Sanctions américaines contre Airbnb à Cuba.** La plate-forme numérique d'hébergement Airbnb a conclu un accord avec le département du Trésor américain pour des violations présumées des sanctions américaines contre Cuba. D'après l'Office of Foreign Assets Control [OFAC] du département du Trésor, la société de colocation a accepté de payer une amende de 91172 USD pour «régler sa responsabilité civile potentielle pour des violations apparentes des sanctions contre Cuba». Selon le gouvernement, la compagnie touristique a accepté, entre septembre 2015 et mars 2020, des paiements relatifs à des clients voyageant pour des raisons en dehors des «catégories<sup>1</sup> autorisées de l'OFAC. Il a été également constaté que l'entreprise n'a pas conservé certains registres obligatoires associés aux transactions liées à Cuba. Après le lancement de ses activités à Cuba en 2015, Airbnb est devenu l'un des acteurs américains ayant la plus forte présence à l'île. En 2016, 12% des Américains se rendant à Cuba ont logé chez

<sup>1</sup> Seules 12 catégories de voyages sont autorisées des États-Unis vers Cuba, notamment les visites familiales ; les affaires officielles du

gouvernement américain, l'activité journalistique; la recherche professionnelle et les rencontres professionnelles; les activités éducatives etc.

des habitants par l'intermédiaire d'AirBnb. Cuba a été choisi comme le neuvième pays le plus populaire parmi les clients du site en 2017.

## 2. République Dominicaine

**La République dominicaine est devenue le leader des Caraïbes en matière de production d'énergie renouvelable et a pris la présidence pro tempore du forum RELAC (Renewables in Latin America and the Caribbean).** RELAC est la seule initiative de ce type en Amérique latine et dans les Caraïbes dont l'objectif est d'atteindre une participation d'au moins 70 % d'énergies renouvelables de la matrice électrique de la région d'ici 2030. Le Ministre délégué aux économies d'énergie et de l'efficacité énergétique, Alfonso RODRIGUEZ, a déclaré qu'en 2022, le secteur privé construira 400 mégawatts d'énergie renouvelable grâce à la signature de neuf contrats d'achat d'énergie auprès de différents concessionnaires.

**Pour la première fois, la République dominicaine a reçu plus de 700 000 touristes en un mois. En décembre dernier, 728 000 visiteurs sont arrivés dans le pays, soit une augmentation de 16,67% par rapport au 2019.** En 2021, la République dominicaine a accueilli 4,99 M de touristes, soit une baisse de 22,5 % par rapport à 2019. L'Amérique du Nord et les Caraïbes ont représenté 61 % des touristes arrivant sur les plages dominicaines, contre 25 % pour l'Europe, 10 % pour l'Amérique du Sud, 3 % pour l'Asie et 0,7 % pour l'Afrique.

**Les transferts de fonds reçus en 2021 ont augmenté de 26,6 % par rapport à 2020, a annoncé la Banque centrale de la République dominicaine (BCRD).** Le chiffre record de transferts de fonds, qui ont atteint 10,4 Mds USD en 2021, s'explique par l'amélioration des

conditions économiques aux États-Unis, qui ont représenté 84,8% des flux. La BCRD souligne qu'après les États-Unis, l'Espagne envoie 7,2 % des transferts de fonds. Les pays suivants en termes d'origine des transferts de fonds sont Haïti et l'Italie avec 1,4% et 1,0% des flux reçus.

## Suivi statistique du COVID-19 dans la zone

Pays	Nombre de cas de COVID-19 Nombre de décès liés au COVID-19 <i>Données officielles au 12/01/2022</i>	Pourcentage de la population vaccinée <i>Dernières données disponibles</i>
Costa Rica	<b>599 965</b> <i>Décès : 7 394</i>	<b>77,17%</b> <i>(10/01)</i>
Cuba	<b>985 402</b> <i>Décès : 8 330</i>	<b>92,74%</b> <i>(10/01)</i>
Guatemala	<b>643 447</b> <i>Décès : 16 128</i>	<b>36,49%</b> <i>(11/01)</i>
Haïti	<b>26 807</b> <i>Décès : 780</i>	<b>1,08%</b> <i>(01/01)</i>
Honduras	<b>382 440</b> <i>Décès : 10 449</i>	<b>49,85%</b> <i>(07/01)</i>
Jamaïque	<b>102 505</b> <i>Décès : 2 499</i>	<b>24,40%</b> <i>(12/01)</i>
Nicaragua	<b>17 563</b> <i>Décès : 218</i>	<b>74,54%</b> <i>(12/01)</i>
Panama	<b>540 072</b> <i>Décès : 7 486</i>	<b>69,51%</b> <i>(12/01)</i>
El Salvador	<b>123 025</b> <i>Décès : 3 829</i>	<b>68,83%</b> <i>(04/01)</i>
République dominicaine	<b>476 504</b> <i>Décès : 4 259</i>	<b>63,52%</b> <i>(11/01)</i>

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédacteurs : SE du Guatemala, SE du Panama, SE de Saint-Domingue, SE de la Havane

Pour s'abonner : <https://www.linkedin.com/company/economico-embajada-francia-en-cdmx/>